



Termes de référence pour l'identification d'un bureau d'étude

Evaluation multisectorielle des besoins des communautés

Régions : Sahel – Centre Nord

Communes : Gorom-Gorom, Markoye, Gorgadji, Seytenga, Dori, Seba, Kelbo, Barsalogho,
Pissila, Boulsa

Secteurs : Sécurité alimentaire et moyens d'existence en Urgence, Eau hygiène et
Assainissement, Protection, Education en situation d'urgence

Informations budgétaires

Subvention : Multi subvention (1001183/1001159/101164/1001105/3002002)

Ligne budgétaire : Suivant le projet qui contribue (G.01. / A3.08. / 1.2.8.05. / S17.01.
/1.4.29.)

Juillet 2025

Table des matières

Contexte et justification	3
1. Objectifs et résultats attendus.....	4
1.1. Objectifs.....	4
1.2. Résultats attendus	6
1.3. Points d'intérêts.....	7
1.4. Livrables attendus	8
2. Méthodologie.....	8
3. Zones de couverture	8
4. Profil du Consultant/Cabinet.....	9
4.1. Formation.....	9
4.2. Expériences.....	9
4.2. Compétences fonctionnelles.....	10
4.3. Compétences générales.....	10
5. Droit	10
6. Durée de la mission	10
7. Soumission de candidature	10

Contexte et justification

Depuis 2015, le Burkina Faso traverse une crise humanitaire majeure, amplifiée par la détérioration des conditions de sécurité et les défis climatiques (sécheresses, inondations, températures extrêmes).

Cette situation avec ses multiples défis imbriqués, détériore davantage les conditions de vie des communautés qui font face à d'importants besoins d'assistance multisectorielle. Cet état de précarité est perceptible dans de nombreux secteurs comme la sécurité alimentaire, la protection, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, l'éducation, etc. Cela met à rude épreuve les capacités des acteurs humanitaire qui font face à une raréfaction des ressources et appuis budgétaires nécessaires et donc, une baisse de la capacité à contribuer pleinement à la couverture de tous les besoins des communautés les plus vulnérables.

En dépit des mouvements de déplacement des populations observées dans certaines localités¹ pour cause d'insécurité, des situations de retour sont également observés dans d'autres zones².

Les effets néfastes du changement climatique, combinés à un manque de préparation, d'alerte précoce et d'actions anticipatives, exposent les communautés vulnérables, en particulier les femmes, les jeunes filles et garçons déplacés, les enfants et les personnes âgées, à des risques accrus, en particulier dans les régions du Centre Nord et du Sahel qui sont structurellement déficitaires en termes de productions agricoles.

Pour faire face à cette situation, il convient de mettre en place des actions pertinentes, coordonnées, intégrées et multisectorielles plus convaincantes qui susciteront davantage l'engouement ainsi qu'une prédisposition des acteurs financiers à accompagner des projets de réponse aux besoins urgents et de renforcement de la résilience. Ces projets doivent être bâtis à partir d'une évaluation rigoureuse des besoins des communautés affectées ; d'où l'initiative de la présente évaluation multisectorielle des besoins des communautés.

¹ Selon les données fournies le CONASUR, à la date du 31 décembre 2024, le Burkina Faso avait enregistré le retour de 1 010 136 personnes, soit 165 375 ménages répartis sur 697 localités d'origines à la suite de situation d'accalmie observées.

² Selon le bilan des déplacements effectués par le GCOOR en fin mai 2025, il a été enregistré 229 515 PDI au 31 mai 2025, soit une augmentation de 39% du nombre de nouveaux PDI par rapport à la même considérée en 2024 (164 994 PDI).

Elle permettra de soutenir la qualité, l'adéquation et la pertinence des formulations de projets en adressant plus pertinemment les problèmes des communautés. De même, elle aura l'avantage de renforcer les capacités des équipes techniques de formulation en leur fournissant des données évidentes, pertinentes et actualisées pour mieux caractériser les besoins des communautés et ainsi contribuer à offrir plus d'opportunités de financements.

Du reste, cette évaluation des besoins s'inscrit en droite ligne dans les exigences et recommandations des bailleurs qui exigent que les projets soient conçus prioritairement sur la base d'évaluations internes des besoins réels et prioritaires des communautés tout en adoptant une approche de triangulation des informations avec des sources externes de données. Elle aidera également à s'aligner avec les nouvelles exigences du gouvernement burkinabé qui recommandent que les projets qui seront mis en œuvre par les acteurs intervenants soient ceux qui assurent un impact rapide sur les bénéficiaires.

Les présents termes de référence sont élaborés en vue du recrutement d'une équipe de consultants (es) pour la réalisation d'une évaluation multisectorielle des besoins des communautés dans 10 communes de 2 régions (Sahel et Centre-nord).

1. Objectifs et résultats attendus

1.1. Objectifs

L'objectif global est de fournir des informations quantifiées et qualitatives actualisées ainsi que des évidences sur la vulnérabilité et les besoins des populations affectées par la crise humanitaire. Toute chose qui permettra d'avoir une compréhension holistique et approfondie des besoins multisectoriels des communautés en vue d'envisager une réponse qui cadre mieux au contexte dans les zones d'interventions humanitaires ciblées. Il s'agit d'une évaluation dont le but est de soutenir et d'adapter les propositions d'interventions humanitaires dans les secteurs de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, de la protection, de l'éducation en situation d'urgence, de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence des communautés, ce, en adéquation avec les exigences environnementales.

De façon spécifique, il s'agit de :

- Identifier les besoins humanitaires prioritaires différenciés par sexe et statut, immédiats et stratégiques des communautés dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition, et des moyens d'existence, de la protection, de l'eau, hygiène et assainissement, d'éducation en situation d'urgence ;
- Classifier / catégoriser les besoins des communautés selon leur niveau de priorité et identifier les mécanismes / capacités d'adaptation communautaire concernant l'accès aux services ;
- Faire une analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages dans les zones de l'étude assortie de la situation actuelle des indicateurs standards de sécurité alimentaire et des moyens de subsistance ;
- Faire une analyse basée sur le niveau de revenu des ménages et les parts consacrées à l'alimentation ;
- Faire une analyse de la situation de l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement dans les zones de la présente étude tout en identifiant le niveau actuel des indicateurs standards en lien avec l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement ;
- Faire l'état de la situation des infrastructures d'eau et d'assainissement tout en spécifiant leur état de fonctionnement et/d'usage ;
- Apprécier la capacité et le niveau d'autonomie des ménages déplacés internes (MDI) et ménages d'accueil (MA) en termes d'alimentation et de satisfaction des besoins non alimentaires ;
- Apprécier la disponibilité et l'accessibilité à l'eau, des services d'hygiène et d'assainissement dans les communes de l'étude ;
- Faire une analyse de la situation de protection en spécifiant les cas et/ou incidents de protection les plus récurrents dans les zones de l'étude tout en identifiant les personnes ou les catégories de personnes les plus à risques ;
- Analyser la problématique de la protection et du genre en lien avec le contexte sécuritaire, sanitaire et de déplacements des populations ;

- Apprécier l'état de la coordination et la synergie entre les différents acteurs humanitaires sur le terrain ;
- Analyser l'accès humanitaire dans les zones en lien avec le contexte sécuritaire et physique ;
- Identifier des opportunités et modalités d'actions appropriées pour le renforcement des moyens de subsistance des communautés ;
- Faire une analyse des options de réponses adéquates du fait du contexte sécuritaire et socioéconomique des zones ciblées ;
- Analyser le niveau d'accès à une éducation de qualité aux enfants en âge scolaire des communautés vulnérables dont les élèves déplacés internes dans un contexte d'urgence.
- Identifier les modalités de réponses suivant les besoins prioritaires par secteurs (sécurité alimentaires, WaSH, Protection, Education et situation d'urgence, ...) à travers des évidences quantitatives et qualitatives.
- Identifier et proposer des options de réponse humanitaires à un impact rapide et qui garantissent et/ou permettent une transition vers la résilience des communautés

1.2. Résultats attendus

Le principal résultat est un rapport d'évaluation multisectorielle qui fait une analyse de la situation et des besoins prioritaires des PDI, des populations hôtes et éventuellement des ménages retournés conformément aux objectifs ci-dessus évoqués. Dans les détails, les résultats ci-dessous sont attendus :

- Les priorités stratégiques humanitaires au profit des communautés affectées par la crise sont bien définies ;
- La situation alimentaire et nutritionnelles ainsi que les besoins primordiaux y relatifs sont connus ;
- Une analyse est faite sur l'état des infrastructures WaSH et les conditions d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement ;
- Le niveau de revenu des ménages est analysé et les parts consacrées à l'alimentation sont connues ;

- Des orientations assez claires en lien avec l'accès dans la zone de l'étude sont proposées ;
- La dynamique des marchés et le fonctionnement des marchés sont appréhendés au mieux ;
- Une analyse est faite sur l'accès humanitaire dans les zones cibles ;
- Les modalités de réponse qui tiennent compte des besoins spécifiques au sein des populations en lien avec les priorités et les différents secteurs sont connus et soutenus au mieux par des évidences ;
- Une analyse critique des mécanismes de coordination et de synergie entre acteurs est faite ;
- La problématique de protection et du genre en lien avec le contexte sécuritaire et le déplacement des populations est analysée ;
- Des orientations dans le sens de faciliter et d'améliorer la synergie d'action avec les partenaires existants sont faites ;
- Les problématiques liées à l'accès à une éducation de qualité au profit des enfants en âge scolaires dont les élèves déplacés internes (EDI) sont identifiées de manières spécifiques avec des statistiques désagrégés par sexe

1.3. Points d'intérêts

Les questions d'évaluation sont centrées sur les points d'intérêts majeurs suivants :

- Les capacités des ménages à couvrir et convenablement leurs besoins alimentaires et nutritionnels ;
- L'accès aux infrastructures et services en eau et le maillage des communes en infrastructures d'eau ;
- La disponibilité et l'accès des infrastructures et services d'assainissement ;
- Les connaissances, aptitudes et pratiques des communautés en lien avec l'hygiène ;
- L'accès au système éducatif pour les enfants en âge scolaire dans un contexte d'urgence
- Les capacités d'autoprotection des communautés, la connaissance et les barrières d'accès de ces communautés aux services de protection ;
- Cohésion sociale et cohabitation pacifique entre les communautés.

Pour ce faire, en dépit des éléments quantitatifs et qualitatifs en lien avec ces points d'intérêt, des indicateurs d'effet y relatifs doivent être couverts dans le cadre de cette évaluation qui constitue une ligne globale de base.

1.4. Livrables attendus

- Une note méthodologique détaillant l'approche méthodologique y compris l'échantillonnage ;
- La base de données apurées ;
- Les outils de collecte de données finalisés ;
- Un rapport final validé ;
- Un Powerpoint présentant les résultats clés de l'évaluation.

2. Méthodologie

Suivant les objectifs ci-dessus, l'équipe de consultants définira de façon détaillée sa méthodologie de l'étude qui sera discutée, amendée et validée au cas où elle sera retenue. La méthodologie devra intégrer les différentes approches qualitatives (focus groupe, entretiens semi structurés, semi directifs ou inter actifs avec des personnes ressources) et quantitatives (enquêtes ménages) y compris la justification et les détails nécessaires sur la méthode d'échantillonnage ainsi que le choix effectif des ménages/personnes à enquêter. En résumé, il appartiendra au consultant de développer une approche méthodologique qui devrait permettre d'atteindre les objectifs recherchés par l'étude.

Toutefois, tenant compte de notre unité d'action qui est la commune et au regard du niveau de désagrégation souhaité des indicateurs (commune, sexe, statut, ...), **il est recommandé d'adopter une approche d'échantillonnage assurant une bonne significativité des résultats des analyses par commune, par statut et par sexe.** En outre, l'approche méthodologique devra prendre en compte une bonne appréhension de certains phénomènes surtout en lien avec la protection.

3. Zones de couverture

La présente mission couvre les communes de Gorom-Gorom, Markoye, Gorgadji, Seytenga, Dori, Seba et Kelbo dans la région du Sahel et Barsalogo, Pissila, Boulsa dans le Centre Nord.

4. Profil du Consultant/Cabinet

Les principaux domaines couverts par cette évaluation pour lesquels les compétences et expériences avérées sont recommandées sont la sécurité alimentaire et moyens d'existence (SAME), l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WaSH), la protection et l'éducation en situation d'urgence.

L'équipe devra disposer de compétence pratiques / opérationnelles avérées dans les analyses HEA et cadre harmonisé. L'équipe de consultants devra justifier une bonne expérience sur les thématiques et des études similaires. En plus, les enquêteurs/trices qui appuieront les expert.es dans la collecte des données, devraient démontrer des expériences et des compétences avérées en matière de collecte des données quantitatives et qualitatives avec des fortes capacités d'animation de groupes de discussions, des entretiens individuels et de transcription des données collectées.

4.1. Formation

Les membres des équipes qui prétendent à cette consultance doivent être titulaire d'au moins un BAC + 3 couvrant chacun l'un ou l'autre des domaines suivants : développement et management de projet, socio-économie, suivi-évaluation de programmes, gestion de risques catastrophes, Sociologie, économie, protection et genre, sécurité alimentaire et moyens d'existence, WaSH.

4.2. Expériences

- Justifier d'au moins 5 ans d'expériences dans le domaine de la réponse d'urgence humanitaire.
- Avoir une expérience justifiée dans la conduite d'évaluation multisectorielle de besoins (sécurité alimentaire, WaSH, Protection, Education) ;
- Avoir une très bonne expérience pratique dans l'utilisation des outils HEA et cadre harmonisé ;
- Avoir une bonne expérience en statistiques sensibles au genre en particulier ;
- Avoir une bonne connaissance du contexte et du terrain.

4.2. Compétences fonctionnelles

- Avoir une bonne connaissance du contexte humanitaire et des enjeux locaux avec une forte expérience de travail avec les mécanismes et les structures de financement des projets d'urgence humanitaire.
- Avoir une compétence dans le domaine de l'évaluation et maîtriser la collecte des données qualitatives (entretiens, focus groupe) ;
- Avoir une excellente compétence rédactionnelle en français avec un bon esprit analytique et de synthèse.

4.3. Compétences générales

- Bonne compréhension du mandat, des normes et principes humanitaires (CHS, SPHERE, INEE,);
- Avoir une compétence basée sur le genre, les mécanismes de redevabilité, les processus de participation.

Au regard des spécifications ci-dessus, l'équipe d'évaluation doit être pluridisciplinaire. Rigoureusement, elle doit intégrer tous les profils couvrant les statistiques, le suivi évaluation, sécurité alimentaire, la protection, l'éducation en situation d'urgence, l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Cette équipe devra disposer des connaissances et des atouts sur la sensibilité aux conflits, la prise du genre dans les évaluations et adopter une approche sûre d'une manière à ne pas mettre les personnes affectées qui participent à l'évaluation à risque d'aucune manière.

5. Droit

La propriété des différents rapports élaborés ainsi que tous les outils et autres supports produits dans le cadre de cette consultation appartiennent exclusivement à Oxfam. Par conséquent, tout document lié à cette consultation, ne pourra être partagé que par Oxfam ou sur autorisation expresse de son Directeur Pays.

6. Durée de la mission

La mission durera **30 jours** et démarrera au plus tard le **18 août au 17 Septembre 2025**.

7. Soumission de candidature

Les consultants ou cabinets d'études intéressées par cette offre feront des propositions techniques et financières qui seront analysées par un comité de sélection qui sera mis

en place à cet effet. Les offres techniques et financières doivent être transmises à OXFAM sis Avenue Baor Ganga, Zone du Bois, Tel: (+226) 25 36 20 68 par mail à l'adresse électronique Procurement.Burkina@Oxfam.org au plus tard le **21 juillet 2025 à 12h 00 mn** délai de rigueur. Au risque que votre mail ne soit pas pris en compte par mégarde, l'objet de celui-ci doit être intitulé comme suit: Evaluation multisectorielle 2025 / Offre technique et financière.

L'offre technique doit contenir les éléments suivants :

- Une lettre de soumission adressée au Directeur Pays de Oxfam au Burkina
- La compréhension globale des TdR
- Une proposition de méthodologie claire et détaillée prenant en compte l'ensemble des secteurs de l'étude, **le contexte de restriction lié aux collectes de données** avec une approche d'échantillonnage bien justifiée incluant des précisions sur les tailles par commune ;
- Un plan de travail et le schéma de déroulement intégrant un calendrier précis et détaillé ;
- Une présentation / ébauche des outils de collecte de données à utiliser ;
- Joindre des curriculum vitae (CV) bien détaillés de l'ensemble des consultants.
- Une justification des expériences dans les études similaires (attestations, contrats, tous documents justifiant la bonne fin des études...);
- Joindre au moins un diplôme requis par consultant ;
- Joindre au moins trois références d'études similaires.

L'offre financière doit être basée sur la durée de réalisation de la mission de l'étude en intégrant tous les coûts (y compris logistique). Elle doit préciser au moins les éléments suivants :

- Honoraires des consultants & agents de collecte de données ;
- Frais de transport et de déplacement divers ;
- Frais de mission et hébergement ;
- Conception et reprographie ;
- Communication & internet.

8. Règlement des honoraires

Les modalités de règlement de la facture seront discutées et arrêtées en commun accord avec le/la consultant-e, ce conformément aux exigences d'Oxfam au Burkina en la matière.

9. Fraude et sauvegarde

Oxfam est une organisation qui condamne toute discrimination et se bat pour la justice. Oxfam entend appliquer une tolérance zéro à l'égard de la fraude, du harcèlement, de l'exploitation et des abus sexuels au sein de l'organisation. Plus d'informations sont disponibles [ici](#).

Un formulaire d'alerte est disponible [ici](#) pour signaler toute inconduite.

Proposition technique	Validation budgétaire	Validation technique
 box SIGN 4Q7JPQQ4-1VRY6RZW	 box SIGN 1JJQL791-1VRY6RZW	 box SIGN 4KYPLQYW-1VRY6RZW
1 Jul 2025 MARE Anza Coordonnateur MEAL - AHR	1 juil. 2025 Hamado OUEDRAOGO Emergency Manager	2 Jul 2025 MOUSSA NASSOUROU Emergency Programme Lead

Annexe : Quelques indicateurs standards

Sans être exhaustif, il est recommandé que les indicateurs ci-dessous soient couverts par cette étude d'évaluation multisectorielles des besoins des communautés. Cela servira d'une situation de base de ces indicateurs.

La liste d'indicateurs pourrait être ajustée et renforcée à l'issu de la rencontre de cadrage avec les équipes programmes. Son amélioration par l'équipe de consultance sera aussi bien appréciée.

SECTEURS	INDICATEURS
Sécurité alimentaire	Proportion des ménages ayant eu accès à suffisamment de nourriture pour couvrir les besoins de l'ensemble de leurs membres dans la semaine précédant la collecte de données.
	% de ménages qui déclarent être en mesure de répondre à leurs besoins de base selon leurs priorités (selon âge et sexe).
	Proportion de ménages avec un score de consommation alimentaire acceptable, limite et faible
	Indice réduit de stratégie d'adaptation des ménages
	Pourcentage de ménages qui n'adoptent aucune stratégie d'adaptation négative
	Nombre de repas par jour
	Source de nourriture
	Source de revenus
	Principal poste de dépenses du ménage
	Score de diversité alimentaire des ménages
	Les Termes de L'Echange (TDE)
	Stratégie d'adaptation des ménages suivant les catégories de stratégie (aucune, crise, stress, urgence)
	Proportion (%) de femmes qui connaissent, adoptent et appliquent au moins trois bonnes pratiques en matière d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE)
	Proportion d'enfants de 6 à 59 mois en situation de malnutrition aigüe sévère (MAS)
Analyse de la situation des prix des denrées sur le marché (prix	

	courant pendant l'analyse, l'année dernière, moyenne quinquennale), niveau d'approvisionnement et tendances d'évolution
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	Principale source d'approvisionnement en eau
	% de la population affectée ayant accès aux services d'eau potable, par niveau de service
	Distance séparant les domiciles à la principale source d'eau
	Temps mis pour rejoindre / atteindre le principal point d'eau de boisson
	Temps d'attente à la principale source d'eau de boisson avant d'avoir de l'eau
	Quantité moyenne d'eau par personne et par jour
	% de la population affectée utilisant au moins 15 l/p/j provenant des sources aménagées pour la consommation, la cuisine, le ménage et l'hygiène personnelle
	Proportion des ménages ayant eu accès à suffisamment d'eau pour couvrir leurs besoins dans la semaine précédant la collecte de données.
	Proportion des ménages pratiquant la défécation à l'air libre.
	Taux de satisfaction relatif à l'accès aux infrastructures et services d'eau
	Pourcentage des personnes ciblées qui ont un accès sécurisé et équitable aux infrastructures d'assainissement
	Taux de satisfaction relatif à l'accès aux infrastructures et services d'assainissement
	Existence d'un centre de collecte/gestion des déchets à proximité.
	% de personnes ayant déjà participé à une campagne de sensibilisation sur des pratiques d'hygiène et déclarent avoir changé de comportement
Proportion de personnes qui connaissent et observent au moins 4 bonnes pratiques d'hygiène	
% de la population affectée se lavant les mains avec du savon aux moments clés	

	Proportion de ménages ayant accès à un centre de santé fonctionnel à moins de 30 minutes de marche.
	% de la population ciblée ayant un accès sécurisé aux latrines propres
	Proportion de ménages disposant d'une latrine fonctionnelle
	Nombre de points d'eau fonctionnels
	Nombre de latrine communautaire
Protection	Nombre et types d'incidents de protection régulièrement observés dans les zones
	Nombre et types d'incidents de protection que les personnes désagrégées par âge, sexe, statut et handicap rencontrent dans les zones
	% d'hommes, femmes, filles et garçons (groupes marginalisés) qui déclarent avoir une meilleure connaissance des services disponibles
	% des filles, femmes, hommes et garçons y compris les personnes à besoins spécifiques qui déclarent avoir un accès sûr et égal aux services de prise en charge des cas
	Proportion d'hommes, femmes, garçons et filles des communes disposant de la documentation légale (CNIB, Extrait de naissance...).
	Taux de violence basée sur le genre (Définir les types de violences et apprécier leurs fréquences dans la communauté)
	Disponibilité et efficacité d'un mécanisme de protection communautaire
	Existence des tensions sociales impactant sur la cohésion sociale et le vivre ensemble (désagrégé selon le type)
	% des filles, femmes, hommes et garçons dans les communes cibles qui sont favorables à la participation des femmes dans la prise de décision communautaire,

	% d'hommes, femmes, garçons et filles qui déclarent connaître les droits, devoirs et lois en lien avec la protection et sont capables d'en citer au moins 2 droits/devoirs/lois
	% de personnes ayant déjà participé à une campagne de sensibilisation sur la protection qui déclarent avoir changé de comportement
Education en situation d'urgence	<ul style="list-style-type: none"> • % d'écoles fonctionnelles • Ratio enseignant/élève des écoles fonctionnelles • % d'écoles disposant de toilettes adaptées à la gestion hygiénique des menstrues • Nombre de filles et de garçons inscrits pour l'année scolaire 24-25 (précisez ceux dans des services d'éducation formelle et ceux dans le non formel) en précisant les ratio filles/Garçons • % des élèves filles disposant de kits d'hygiène (GHM) de qualité • % des élèves (filles et garçons) ayant accès à une prise en charge psycho-sociale • % d'écoles disposant de cantines scolaires fonctionnels (précisez la période de couverture sur l'année scolaire)
Articles Ménagers Essentiels (AME)	<p>Proportion des ménages en mesure de couvrir l'ensemble de ses besoins en AME dans les trois mois précédant la collecte de données.</p> <p>Besoins prioritaires en produits non alimentaires</p>
Général/Redevabilité /Programmation	% de la population ayant un accès sécurisé et digne à une assistance adaptée à ses besoins (selon âge et sexe)
	% de la population ciblée se sentant davantage en sécurité et en dignité (selon âge et sexe).
	% de la population ciblé déclarant que l'aide humanitaire est fournie de manière gratuite, sûre, accessible, responsable et participative